

MOTION D'AJOURNEMENT

Une motion d'ajournement de la Chambre, aux termes de l'article 40 du Règlement, est censée avoir été présentée.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—LES DÉBOUCHÉS AMÉRICAINS POUR LES PRODUITS DES PROVINCES ATLANTIQUES— LES MOYENS DE TRANSPORT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, le 10 décembre, deux jours après le discours du premier ministre à Saint-Jean (N.-B.), je lui ai demandé quels projets lui-même et son gouvernement avaient arrêtés en vue de faciliter le transport des marchandises en provenance des provinces Maritimes vers ce qu'il appelait le grand marché de consommation de l'Est des États-Unis. Dans ce discours de Saint-Jean, qui n'était pas aussi sensationnel que certaines de ses récentes déclarations, mais qui n'en était pas moins intéressant, le premier ministre (M. Trudeau) a parlé d'une occasion sans précédent de tirer profit de l'évolution des marchés. A cet égard, il a aussi parlé d'une occasion d'améliorer nettement l'avenir économique des Maritimes.

Le commerce accru avec l'Est des États-Unis n'est pas une aspiration récente de la population des Maritimes. Avant la Confédération, nous devions une bonne part de notre prospérité aux échanges commerciaux entre notre région et les États de la Nouvelle-Angleterre et régions avoisinantes de la grande république. Notre récession et notre marasme économique sont largement imputables à la désorganisation de notre commerce avec cette région, du fait de la Confédération. C'est là une vieille histoire, mais elle conserve une grande importance pour la population des Maritimes. Aussi, lorsque le premier ministre a présenté, sous un jour des plus favorables, les nouveaux mouvements commerciaux vers le Sud, il a sans doute fait vibrer la corde sensible chez ses auditeurs et ranimé l'intérêt de notre population.

La question que je lui ai posée alors, et que je répète maintenant, porte sur les efforts du gouvernement du Canada pour permettre l'amélioration des échanges commerciaux entre les Maritimes et l'Est des États-Unis. En premier lieu, il faudrait songer à adoucir les restrictions tarifaires. On en parle depuis quelque temps déjà. Quand mon honorable ami de Carleton-Charlotte (M. Flemming) était premier ministre du Nouveau-Brunswick, il n'a pas cessé de faire allusion à la nécessité de prendre note des problèmes spéciaux de la région atlantique dans le domaine du commerce. Mais, en dehors du tarif, il nous faut étudier les possibilités de transport. Il est certain que nous produisons des produits de choix de nos mers et de notre sol; nous disposons, comme l'a dit le premier ministre, d'une population active qualifiée, nous avons des traditions de production compétente, mais il nous faut les moyens de déplacer rapidement nos marchandises de la zone de production vers les marchés.

J'ai donc demandé au premier ministre, et je le redemande, ce que fera son gouvernement pour permettre que les marchandises provenant des provinces maritimes soient transportées rapidement de ces provinces vers les nouveaux marchés dont il a fait en décembre dernier une description si chaleureuse. Renversera-t-il son désaveu de la promesse du gouvernement de construire la chaussée

de Northumberland afin que les agriculteurs et les pêcheurs de l'île puissent acheminer rapidement leurs produits vers le sud? S'efforcera-t-il encore de contribuer fortement au corridor routier? Lui et son gouvernement fourniront-ils la poussée et l'argent nécessaires pour amorcer le projet d'énergie marémotrice de la baie de Fundy? Cette entreprise importante ferait des merveilles pour l'économie de la région et personne n'a à nous dire que l'électricité est en demande. Au nord-est des États-Unis, le besoin d'électricité est urgent et la baie de Fundy a la capacité de répondre à ce besoin.

● (10.00 p.m.)

De nouveau, dans le domaine des transports, je demande ce qu'on fait pour améliorer les aéroports, pour aider la navigation par des subventions, pour agir rapidement et fournir des navires qui pourraient transporter les produits rapidement et facilement de nos ports aux ports du sud. A mon avis, voilà la sorte d'initiatives pratiques que le gouvernement du Canada devrait prendre pour donner réalité à la vision très charmante que le premier ministre a présentée à la population de Saint-Jean en décembre dernier.

M. Barnett J. Danson (secrétaire parlementaire du premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député de Hillsborough (M. Macquarrie) a fait preuve d'éloquence en faveur de la région d'où il vient, et j'en suis ému. Avant d'aller plus loin; j'aimerais, au nom du secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Ouellet), m'excuser d'une allusion qu'a faite celui-ci, à la page 2795 du Hansard du 26 janvier; il a déclaré que le député de Hillsborough ne s'était pas présenté à un débat prévu. Il y a eu erreur et malentendu: on avait décidé que le débat n'aurait pas lieu au moment prévu, mais le secrétaire parlementaire n'était pas au courant. Sans toujours être d'accord avec les vues du député de Hillsborough, nous ne pouvons pas dire qu'il manque d'éloquence ou de diligence; il est toujours présent, qu'on lui ait demandé de l'être ou non. Le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures m'a demandé de présenter ses excuses.

A mon grand regret, la seule province du pays que je n'ai pas visitée est celle que représente en partie, bien que je croie qu'il la représente entièrement de cœur, le député de Hillsborough. La question portait, si j'ai bien compris, sur la chaussée de Northumberland, même s'il a touché beaucoup d'autres sujets intéressants dans son discours de ce soir. La question est très difficile, et se pose à presque chaque gouvernement depuis que l'Île-du-Prince-Édouard existe, savoir, quoi mettre entre l'île et la terre ferme. C'est devenu une sorte de mauvaise plaisanterie chez les politiciens, particulièrement en temps d'élections, de parler du grand projet de cette chaussée. Le présent gouvernement, selon moi, n'a jamais fait semblable promesse. Au contraire, nous avons promis d'examiner les faits avec soin et de déterminer ce qui serait pratique et économique.

Je ne peux croire un seul instant que le député de Hillsborough proposait de passer à l'exécution d'un projet que toutes les études sérieuses ont rejeté comme n'étant pas rentable. Certes, on pourrait contester les conclusions de ces études. Cependant, de l'avis du gouvernement,